



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES  
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI  
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 28 NOV. 2024**

**portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des risques accidentels,  
imposées à la société BBC CELLPACK PACKAGING Illfurth SAS pour ses installations sises à  
Illfurth  
au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V, et plus particulièrement ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU le décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 portant autorisation d'exploiter à la société Compagnie Franco Suisse de façonnage du papier à Illfurth ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-170-20 du 18 juin 2004 portant prescriptions complémentaires à la société Compagnie franco-suisse de façonnage du papier à Illfurth ;

VU l'annonce légale n° 1077 publiée dans le BODACC B n° 20090100 du 27/05/2009 informant de la décision de la société Compagnie franco-suisse de façonnage du papier de modifier sa dénomination sociale en CFS CELLPACK PACKAGING ;

VU l'annonce légale n° 1385 publiée dans le BODACC B n° 20210114 du 13 juin 2021 informant de la décision de la société CFS CELLPACK PACKAGING de modifier sa dénomination sociale en BBC CELLPACK PACKAGING Illfurth SAS ;

VU le rapport de constat de la visite d'inspection du 21 octobre 2024 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la transmission en date du 7 novembre 2024 du projet d'arrêté pour que l'exploitant émette ses observations ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les prescriptions générales de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatives aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ne s'appliquent pas aux installations soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou au régime d'enregistrement dès lors que ces installations sont régies par un arrêté préfectoral d'autorisation ;

Considérant que suite au constat de l'inspection des installations classées concernant l'insuffisance (en lien avec les enjeux précités) des prescriptions actuellement opposables aux installations en matière de maîtrise des risques accidentels, notamment au travers de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2004 susvisé, il convient de renforcer à cet égard les prescriptions actuellement opposables au site ;

Considérant l'évolution des prescriptions en matière de maîtrise du risque de légionellose depuis l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2004 susvisé ;

Considérant que les dispositions réglementaires prévues par l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sont transposables aux activités du site, afin d'améliorer la protection des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient ainsi d'abroger les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2004 traitant de la prévention de la légionellose afin de rendre opposables les prescriptions de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la Préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ d'application**

La société BBC CELLPACK PACKAGING Illfurth SAS, désigné « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 20 rue Burnkirch - 68720 Illfurth, est tenu, pour ce qui concerne les installations exploitées sur la commune d'Illfurth, de respecter les dispositions suivantes (en sus des dispositions déjà opposables aux installations).

**Article 2 :** Modification de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2004 sont modifiées et complétées par les dispositions suivantes :

«

| Rubrique | Intitulé   | Installation | Régime (*) |
|----------|--|--------------|------------|
| 2921-b   | Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère.<br><br>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle.<br><br>La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW | 2512 kW      | DC         |

\* DC (Déclaration Contrôlée) »

**Article 3 :** Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions de l'article 14-3 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2004 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent en tant qu'installation existante au sens de l'arrêté ministériel susvisé. »

**Article 4 :** Modalités d'exécution

**Article 4.1 – publicité**

Une copie du présent arrêté est transmise au maire d'Illfurth pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Illfurth.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 4.2 – Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 4.3 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 4.4 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du Code de l'environnement.

### Article 4.5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire d'Illfurth et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société BBC CELLPACK PACKAGING Illfurth SAS.

À Colmar, le 28 NOV. 2024

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Augustin CELLARD

#### Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).